

**DRAC CRMH BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

## **Cathédrale Saint Bénigne**

21 – DIJON



**Restauration de la flèche**

**PRO / DCE**

JUILLET 2025

# **CCTC**

## SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT .....	3
1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION .....	3
1.1.1 Prestations supplémentaires éventuelles, obligatoires .....	3
1.2 OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT .....	3
1.3 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES .....	3
1.4 EXÉCUTION DES OUVRAGES .....	4
1.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES .....	5
1.6 PROPRIÉTÉ DU CHANTIER .....	5
1.7 MESURES DE SÉCURITÉ .....	5
1.8 CONTRÔLE SECURITE INCENDIE SUR LE CHANTIER .....	6
1.9 PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES .....	6
1.10 COORDINATION DES ETUDES .....	8
1.11 CELLULE DE SYNTHÈSE .....	8
1.12 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	8
1.12.1 Horaires de chantier .....	9
1.12.2 Accès des personnels et livraisons .....	9
1.13 ORGANISATION DU CHANTIER .....	10
1.13.1 Etat des lieux .....	10
1.13.2 Panneau de chantier et d'information .....	10
1.13.3 Zone de cantonnement du personnel .....	11
1.13.4 Mesures d'organisation générale du chantier .....	11
1.13.5 Branchement en électricité .....	12
1.13.6 Branchement en eau potable et d'évacuation .....	12
1.13.7 Signalisation / Balisage .....	12
1.13.8 Voie de circulation pour lourde charge .....	12
1.13.9 Nettoyage de chantier / Environnement .....	13
1.13.10 Nuisances de chantier .....	13
1.14 ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS .....	13
1.15 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	14
1.16 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS .....	14
1.17 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES .....	15
1.18 PERCEMENTS - SCHELLEMENTS - RACCORDS .....	15
1.19 PERMIS DE FEU .....	16
1.20 REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB ET/OU DE L'AMIANTE .....	16
1.21 CHANTIER VOISIN .....	16
1.22 COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX .....	16
1.23 RÉSERVATION – INCORPORATIONS – INSERTS – REBOUCHAGE .....	17
1.24 TROUS - PERCEMENTS – TRANCHEES – SAIGNÉES – REBOUCHAGE - SCHELLEMENT .....	17
1.25 SONDAGES .....	17
1.26 OBLIGATIONS .....	17
1.27 NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES GRAVOIS .....	18
1.28 DÉCHETS SPÉCIAUX .....	18
1.28.1 Rappels de législation .....	18
1.28.2 Enlèvement des déchets .....	18
1.28.3 Stockage des déchets .....	18
1.28.4 Classification et types de traitement des déchets .....	19
1.28.5 Bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI) .....	20
1.29 COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES .....	20
1.30 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX .....	21
1.31 RESPONSABLE D'EXÉCUTION .....	21
1.32 NOTE IMPORTANTE .....	22

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT

### 1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

#### Les travaux envisagés concernent :

La restauration de la flèche et la sécurisation de la Cathédrale Saint Bénigne à Dijon (COTE D'OR 21).

Les travaux sont répartis en 08 lots :

- LOT N°01 – INSTALLATION DE CHANTIER - ECHAFAUDAGES – PARAPLUIES – CHARPENTE METALLIQUE**
- LOT N°02 – GRUE – CONDUCTEUR DE GRUE**
- LOT N°03 – MACONNERIE - PIERRE DE TAILLE – COLONNES SECHES**
- LOT N°04 – CHARPENTE BOIS**
- LOT N°05 – COUVERTURES CUIVRE, PLOMB, ARDOISES, TUILES**
- LOT N°06 – SCULPTURE CUIVRE ET ORNEMENTS METALLIQUES**
- LOT N°07 – MENUISERIES**
- LOT N°08 - DETECTION INCENDIE DE CHANTIER - SURETE DE CHANTIER - SURVEILLANCE – ELECTRICITE**

Les travaux de la présente opération sont prévus en **6 TRANCHES** suivant plans de l'Architecte en Chef.

- |                                |   |
|--------------------------------|---|
| <b>TRANCHE FERME :</b>         | <b>Installation de chantier - Sécurisation incendie</b> |
| <b>TRANCHE OPTIONNELLE 1</b>   | <b>Grue – Tabouret métallique</b>                       |
| <b>TRANCHE OPTIONNELLE 2 :</b> | <b>Dépose de la flèche</b>                              |
| <b>TRANCHE OPTIONNELLE 3 :</b> | <b>Restauration en atelier</b>                          |
| <b>TRANCHE OPTIONNELLE 4 :</b> | <b>Repose de la souche</b>                              |
| <b>TRANCHE OPTIONNELLE 5 :</b> | <b>Repose de l'aiguille et replis des installations</b> |

#### 1.1.1 Prestations supplémentaires éventuelles, obligatoires

Les prestations supplémentaires éventuelles sont détaillées dans les C.C.T.P. de chacun des corps d'états.

### 1.2 OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document complète les prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des corps d'état.

### 1.3 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES

Les matériaux et les matériels ainsi que les conditions de leur mise en œuvre devront être conformes aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

- 1° - Normes Européennes – Eurocodes.
- 2° - Normes Françaises publiées par l'AFNOR – Groupe AFNOR -  
11 Rue Francis de Pressensé – 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex
- 3° - Publications du CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT  
84 Avenue Jean Jaurès - 77447 Marnes-la-Vallée Cedex (Documents Techniques Unifiés - Cahier des Charges - Règles de calculs - Spécifications - Recommandations - Guides - Etc ...).
- 4° - Brochures n° 1011.1 et 1011.2 du Journal Officiel dans leur plus récente mise à jour, relatives à la sécurité contre l'incendie publiées par le Journal Officiel, 26 Rue Desaix - 75732 - PARIS CEDEX 15.

- 5° - Diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état.
- 6° - Divers Décrets et Arrêtés en vigueur.
- 7° - Réglementations applicables aux Etablissements recevant du public, et notamment :
  - Les mesures de protections imposées pour les travailleurs exposés au plomb ou à la peinture à base de plomb et à l'amiante.
  - Décret 65-48 du 8 Février 1965 et **des textes d'application** concernant l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre II : hygiène et sécurité des travailleurs) (et textes modificateurs).
- 8° - Cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat et dont la décomposition dans son dernier état résulte du décret n° 2000-524 du 15 Juin 2000.

En cas de contradiction entre les textes mentionnés ci-dessus, ou entre ces textes et les prescriptions du descriptif et des plans, le Maître d'œuvre aura toute liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable au Maître de l'Ouvrage sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

## 1.4 EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les descriptions qui suivent, au chapitre DESCRIPTION DES OUVRAGES ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur importance, leurs dimensions, et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif, et que l'entrepreneur devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables pour l'achèvement complet des travaux.

Tous les documents écrits et graphiques remis à l'entrepreneur dans le cadre de l'appel d'offres concernant cette opération doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution. L'entrepreneur devra impérativement établir :

- a) La liste des sondages de reconnaissance et investigations complémentaires qu'il jugera nécessaires et qui seront réalisés à la demande selon les besoins et la faisabilité après validation du Maître d'œuvre.
- b) Les plans d'exécution de ses ouvrages et les spécifications techniques détaillées qu'il soumettra au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle pour approbation.

Il devra donc signaler au Maître d'œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des normes françaises.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entrepreneur devra réaliser tous les relevés préalables nécessaires à l'établissement des plans d'exécution et à l'exécution des travaux et procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que l'ensemble des travaux projetés devra être exécuté avec le soin et la rigueur indispensable à la réalisation d'ouvrages de qualité.

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet de façon à être renseigné sur la répercussion des travaux des autres corps d'état sur ses propres ouvrages. Il doit prendre à ses frais toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux et ouvrages des autres entrepreneurs, comme il devra protéger ses propres ouvrages des dégradations pouvant être faites par d'autres corps d'état.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

L'entrepreneur, de par sa compétence, devra compléter par son expérience professionnelle les indications données par les plans et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

Aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'art, et le Maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, les accès, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

## 1.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES

Les branchements nécessaires aux travaux seront établis en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage (services techniques de l'établissement).

La réalisation des branchements électrique sont à la charge de l'entrepreneur du lot 08.  
La réalisation des branchements en eau sont à la charge de l'entrepreneur du lot 01.

L'ensemble des consommations étant à la charge du Compte prorata.

## 1.6 PROPRETÉ DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier, y compris les accès. Chaque entreprise devra nettoyer ses zones d'intervention quotidiennement et descendre et évacuer les gravois résultant de ses travaux.

Elles ne devront, en aucun cas, laisser "traîner" leurs outillages et matériaux sur le chantier, sous peine d'être retirés et enlevés aux décharges publiques.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols et les murs, les charpentes, les couvertures et tous les ouvrages existants de la cathédrale lors des livraisons et manutentions.

Les entrepreneurs devront exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'Œuvre soit par le Maître de l'Ouvrage.

La propreté du chantier et d'une manière générale les mesures particulières concernant l'organisation du chantier sont des éléments essentiels de l'offre du candidat.

**Les nettoyages et enlèvement des gravois selon la réglementation en vigueur (et notamment le tri sélectif) seront impérativement compris dans le prix soumissionné.**

## 1.7 MESURES DE SÉCURITÉ

Pour des raisons de sécurité des personnes mais aussi de préservation du monument vis-à-vis des risques d'incendie, le chantier est strictement non-fumeur.

Toute infraction à cette règle constatée de façon flagrante pourra entraîner l'exclusion immédiate et définitive de la personne concernée.

La présence de mégots sera considérée comme l'indice d'une infraction à cette règle, et fera l'objet d'une pénalité à charge de l'entreprise manifestement en cause (suivant localisation) ou, en cas d'impossibilité d'identifier l'entreprise responsable, la pénalité sera portée au compte prorata.

Les matériaux inflammables (notamment bouteilles/bombonnes de combustible ou autres liquides inflammables) seront stockés dans un container isolé et sécurisé proche de la base vie et à l'écart de tout stockage de matériau combustible.

En fin de journée, coupure de courant générale systématique des installations électriques de chantier, par coffret à clé.

Remise des clés au personnel de surveillance / sécurité.

Précautions particulières pour points chauds :

- Permis feu 48h avant travaux, à transmettre au Surveillant Sécurité Incendie mandaté par la MOA
- Pas de points chauds 2h avant la fin de la journée
- Ronde de vérification 2h après points chauds effectuée à la caméra thermique obligatoirement

## 1.8

### CONTROLE SECURITE INCENDIE SUR LE CHANTIER

Le risque incendie est identifié comme le risque majeur du chantier de la flèche. Pour maîtriser au mieux ce risque, une surveillance humaine sera mise en place par la MOA. Un agent de sécurité, de niveau SSIAP 2, habilité à circuler sur les installations en hauteur (échafaudages, passerelles...), sera chargé de :

- Contrôler et signer les permis feux, par délégation de la MOA,
- A chaque fin de journée de travail, 2h après la fin des travaux par points chauds, réaliser une ronde à la caméra thermique sur les lieux de travaux ou constater sa bonne réalisation par les entreprises ;
- Effectuer des contrôles inopinés en journée pour s'assurer du bon respect des consignes de sécurité par les entreprises. Provision 1 visite par semaine en moyenne. Visites plus resserrées lors des étapes à risque important ; visites plus espacées sur les périodes à risque faible.
- Remettre un rapport hebdomadaire de ses visites régulières et inopinées.

Il pourra étendre son contrôle à d'autres obligations relatives à la sécurité telles que le rangement quotidien du chantier, la désactivation quotidienne des circuits électriques hors heures de travail, etc...

## 1.9

### PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES

Les entrepreneurs doivent toutes les études d'exécution complémentaires à celles remises dans le dossier de consultation des entreprises.

Le Maître d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le présent dossier.

Ces études (plans, notes de calcul, etc ...) doivent être remises au visa du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle, l'entrepreneur gardant la responsabilité des études d'exécution de l'ouvrage.

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par le Maître d'œuvre) chaque entrepreneur doit, pour le lot qui le concerne, établir à ses frais et sous sa responsabilité les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques jointes au dossier marché ont été établies avec le plus grand soin par le Maître d'œuvre, néanmoins, compte tenu que les ouvrages à réaliser se situent pour partie dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, chaque entrepreneur doit s'assurer d'une part sur place que les dispositions portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes, cela suppose une vérification exhaustive des ouvrages existants ayant une relation avec les ouvrages à exécuter dans le cadre du lot concerné, d'autre part doit s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans.

Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans et documents du Maître d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit au Maître d'Œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique suivant les modalités de diffusion

et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point par le Maître d'œuvre au cours de la période de préparation. Le délai d'examen du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique est de 15 jours à partir de la réception des documents par leur soin.

Si, à la suite de la transmission des documents ci-dessus au visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique, ces derniers sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des plans d'exécution, détails, schémas, notes de calculs, notes techniques par l'entrepreneur, en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études ni la rémunération de l'entrepreneur. Le planning d'exécution tiendra compte d'une reprise systématique du 1<sup>er</sup> indice de diffusion de chaque document.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant se dérouler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le Maître d'œuvre et/ou le Contrôleur Technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Chaque entrepreneur doit également la justification, soit par le calcul, soit par des essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée.

### **Autres obligations de l'entrepreneur**

Chaque entrepreneur est tenu de :

- Signaler les divergences entre les ouvrages existants et les dispositions dessinées sur les plans.
- Solliciter de la part du Maître d'œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par le Maître d'œuvre.
- Transmettre les documents qu'il aura établis aux autres corps d'état intéressés.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

### **Présentation des plans d'exécution**

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par l'entrepreneur porteront un cartouche conforme au modèle établi par le Maître d'œuvre et seront impérativement exécutés selon une charte graphique précise qui leur sera remise lors de la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

*Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :*

- Des notices explicatives et justificatives.
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés.
- Des méthodes d'essais éventuels.
- Du mode d'exécution et phasage.
- De la nomenclature des composants.

### **Notes de calcul**

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le Maître d'œuvre pourra exiger la fourniture desdites publications.

### **Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entrepreneur devra fournir :**

- La description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé.
- La liste des hypothèses de calculs.
- La liste des résultats.
- Une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, dès lors qu'ils doivent conduire à un visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique. Chaque document sera fourni en 4 exemplaires, tirage papier noir plié format A4 et une version informatique.

Chaque entrepreneur fournira 2 tirages complémentaires pour les plans, notes de calculs ou documents intéressant l'entrepreneur chargé d'un autre lot.

## **1.10 COORDINATION DES ETUDES**

En complément des études d'exécution propres aux ouvrages de chaque lot, une coordination sera à réaliser entre les différentes entreprises. Cette coordination est exclusivement du domaine de la responsabilité des entreprises et rentre donc dans la phase d'exécution du projet.

La coordination aura pour objectifs :

- D'examiner les incidences que pourraient occasionner les adaptations de construction demandées par les entreprises.
- De coordonner les plans d'exécution et de fabrication des entreprises.
- De mettre au point les plans de calepinage en collaboration avec l'entreprise.

Toutes les entreprises participent autant que de besoin à la coordination.

Le Maître d'œuvre arbitre les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

## **1.11 CELLULE DE SYNTHÈSE**

Il n'est pas prévu de mission spécifique pour la création d'une cellule de synthèse pour le présent projet. En conséquence, la synthèse sera réalisée par les entrepreneurs des différents lots.

## **1.12 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Chaque entreprise est réputée par le fait même de sa soumission, avoir pris connaissance :

- de la nature et de l'emplacement des travaux,
- des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux,
- des mesures de sécurité propres à l'édifice et aux conditions d'accès imposées,
- aux disponibilités en eau et en énergie électrique,
- aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux,



- et à tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues, et qui pourraient en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux ci.

Les conséquences des erreurs ou carences des entrepreneurs dans la réunion des renseignements précédents ne pourront que demeurer à leur charge (notamment les problèmes relatifs à la sécurité).

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- Des accès possibles au chantier,
- Des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison,
- Des périodes d'interdiction de circulation et d'accès sur le site,
- Des périodes d'interdictions des levages à la grue et des travaux pouvant affecter l'usage de la Cathédrale, (travaux en milieu occupé)
- Des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, bâtiments, riverains, voisins, etc. ...
- Des possibilités de stockage.

En conséquence, ces prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'Entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à une indemnité en les évoquant.

### 1.12.1 Horaires de chantier

L'exécution des travaux sera normalement effectuée de 7h00 à 17h30, du lundi au vendredi.  
Clôture du chantier après ronde à la caméra par le contrôleur sécurité incendie à 19h30

Cet horaire pourra être exceptionnellement avancé ou prolongé, l'entreprise devra prendre en compte les surcoûts de main-d'œuvre à sa charge et assurer le cas échéant les démarches d'autorisation auprès des administrations publiques.

Gestion des travaux exceptionnels à traiter hors horaires de chantier en urgence (exemple : bâchage qui se décroche, problématique échafaudage, etc.) : une astreinte téléphonique pour chaque entreprise est à prévoir hors horaire de chantier et jours non ouvrés.

Possibilités d'arrêt de chantier ponctuel pour événements religieux sans dédommagement ou prolongation de délais.

#### Levage :

Tous les mardis et tous les vendredis, interruptions des levages à la grue à partir de 14h30

### 1.12.2 Accès des personnels et livraisons

L'accès à la base-vie, zone travaux, zone stockage se fera obligatoirement et uniquement par la rue du docteur Maret et suivant Plan d'Installation de Chantier

L'entrepreneur du lot 01 devra la mise en place des installations provisoires et les protections nécessaires pour la réalisation des travaux

Des lecteurs de badge seront mis en place sur chaque porte d'accès au chantier en complément des serrures ; un badge sera remis aux représentants de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;

Les accès pour livraison sont limités au gabaris des véhicules :

Gabarit véhicules autorisés à entrer dans la zone chantier (square des Bénédictins) :  
Tonnage : 16,5 T maximum

Largeur : Lmax = 2,55m  
Empattement : Emax = 7m  
Porte-à-faux : Pamax = 2m  
Rayon de braquage : R = 9m

Semi-remorques proscrits.

Rappel des dimensions de la voirie véhicules prévue dans le square des Bénédictins :

- Rayon intérieur : 4,35m
- Rayon extérieur : 11,35m
- Largeur : 7m

Largeur voirie rue Dr Maret : 5,30m

Tout véhicule ne respectant pas ce gabarit se verra refuser l'accès au site

### 1.13 ORGANISATION DU CHANTIER

La présente opération est soumise à la Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 pris pour son application à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les installations communes de chantier sont définies par le P.G.C. (Plan Général de Coordination).

L'entrepreneur du Lot 01, assurera l'organisation collective du chantier conformément au C.C.A.P. et soumettra au coordonnateur et au Maître d'œuvre son plan d'organisation.

En complément des informations fournies par le C.C.T.P., chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre :

- Tous les échafaudages, agrès et moyens de levage nécessaires à l'exécution de ses travaux autre que ceux prévue au lot 01.
- Toutes les protections nécessaires à la protection des ouvrages en place autres que celles prévues au Lot 01.
- Tous les déchargements, manutentions, stockage des matériaux et matériel.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'extérieur de l'emprise du chantier.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit le fonctionnement de la paroisse et le cheminement des secours.

Ces installations de chantier seront mises à la disposition de l'ensemble des intervenants de l'opération.

#### 1.13.1 Etat des lieux

A la charge du Maître d'Ouvrage

#### 1.13.2 Panneau de chantier et d'information

L'entrepreneur du lot 01 doit la fourniture et la pose d'un panneau de chantier de 2,00m x 3.00m réalisé en quadrichromie posés sur une structure en bois et/ou métallique.

Les caractéristiques des panneaux (texte, caractères, etc...) seront établies en étroite collaboration avec l'Architecte en Chef et le Maître d'Ouvrage et seront soumises à leur approbation avant exécution.

Panneau en matériau type Dilite y compris impression (fichier fourni par la maîtrise d'ouvrage), pose sur clôtures de chantier.

De plus l'entreprise devra prévoir la pose de panneaux d'information sur la palissade de chantier. Panneaux de 2.00 x 300 fournis par le Maître d'Ouvrage.

### 1.13.3 Zone de cantonnement du personnel

La zone de cantonnement (vestiaires, sanitaires, réfectoire) définie au Plan Général de Coordination sera installée par l'entrepreneur du lot 01, pour l'ensemble des entreprises.

Ces locaux superposés seront aménagés par l'entrepreneur du lot 01 pour les besoins de l'ensemble des entreprises intervenantes sur l'opération. Ces locaux seront chauffés et climatisés.

Mise en place d'escalier permettant de desservir les différents niveaux de la base vie compris plateforme d'accès.

Ils seront conformes aux normes et règlements en vigueur du point de vue de leurs équipements (tables, bancs ou chaises, armoires individuelles fermant à clefs, appareils de réchauffage, etc ...).

L'ensemble des aménagements ainsi que la remise en état est dû au marché du lot 01.

Les Bungalows seront posés sur structure portantes (art 3.1.10 du CCTP lot 01) permettant de ne rien posées sur sol, compris toutes sujétions de levage et calage.

L'entrepreneur du lot 01 mettra à disposition de la Maîtrise d'Œuvre et de la Maîtrise de l'Ouvrage, dans la zone de cantonnement, des casques de chantier, chaussures de sécurité, gilets, etc...

En complément, fourniture et mise à disposition d'équipements de protection individuels comprenant : casques, chaussures de sécurité, gilets pour les visiteurs du chantier (prévision : 19 tenues complètes).

L'entretien, le nettoyage et l'hygiène de ces locaux seront également assurés par l'entreprise du lot 01 quotidiennement.

Les raccordements et évacuation en eau de la base vie seront à la charge du lot 01  
Les raccordements en électriques de la base vie seront à la charge du lot 08.

**L'ensemble des consommations de la zone de cantonnement du personnel sera pris en charge par le compte prorata.**

### 1.13.4 Mesures d'organisation générale du chantier

Afin que le chantier se déroule dans les meilleures conditions, il est nécessaire de prévoir un ensemble de dispositions relatives à l'organisation générale des moyens qui devront être mis en œuvre.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance des dispositions indiquées dans le CCTP du lot 01 et du lot 08 concernant l'organisation et les installations de chantier.

Chaque entreprise devra, pendant la période préparatoire, mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite du chantier et repérer les lieux.

L'approvisionnement des matériaux et du matériel nécessaires se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

La communication entre les entreprises et le grutier se fera par talkie-walkie.

Les frais de stationnement, de protection et de signalisation sur la chaussée pendant la durée de livraison ou d'enlèvement sont à la charge de chaque l'entreprise.

L'entreprise du lot 02 devra la fourniture d'un logiciel de gestion de la grue. Le grutier devra la coordination de l'utilisation de la grue par les différentes entreprises, via ce logiciel de gestion. Il est demandé aux entreprises de renseigner leurs besoins au minimum 15 jours avant leur intervention pour une validation des plannings de grue 7 jours avant l'intervention.

Le logiciel de gestion de la grue devra comprendre une extension pour la gestion des livraisons de chantier. L'extension du logiciel devra être mise à l'usage de l'OPC qui sera chargé de la gestion des livraisons. Les demandes de livraisons devront être émises 2 semaines en avance puis validées la semaine précédant la livraison.

Il est rappelé que la grue est-mise à disposition avec un crochet nu, Les lots ayant besoin de la grue sont responsables de leurs appareils de levages (fourniture et état). Une convention devra être mise en place entre le lot 2 et les autres lots sur les limites de prestation de l'usage de la grue.

#### **1.13.5 Branchement en électricité**

Cf CCTP du lot 08.

Electricité devant alimenter la base vie et l'ensemble des niveaux d'échafaudages à l'avancement du chantier.

**L'ensemble des consommations du chantier sera pris en charge par le Compte prorata.**

#### **1.13.6 Branchement en eau potable et d'évacuation**

L'entrepreneur du lot 01 doit le branchement en eau pour base vie et du chantier réalisés conformément à la réglementation à partir des installations existantes des espaces publics proches et comprenant :

- Piquage sur le réseau existant en accords avec le propriétaire ou l'organisme concessionnaire responsable dans le secteur où se situent les travaux compris tous ouvrages et accessoires nécessaires
- Mise en place de canalisations provisoires, souples ou rigides, de diamètre approprié aux besoins du chantier compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, fixations, tranchées, remblaiement, regards, etc...., pour alimentation des installations provisoires de chantier et pour alimentation en eau nécessaire aux travaux.
- Robinet ou vanne de fermeture et de distribution avec nez fileté
- Bacs à l'aplomb des robinets pour récupération des eaux vannes et des eaux usées, compris raccordement sur le réseau d'évacuation.
- Dispositif de protection contre le gel pour la base vie et pour le chantier.
- Raccordement des sanitaires, SAS de décontamination, points d'eau dans les différents niveaux d'échafaudage compris tout remaniement à l'avancement,
- Dispositif d'évacuation des eaux usées de la base vie et du chantier sur réseau d'évacuation ou sur cuve autonome.
- Le contrôle de potabilité de l'eau sera exécuté par un organisme agréé indépendant.

L'apport en eau potable devra desservir les plateformes intermédiaire et supérieure à l'avancement du chantier compris toute reprise en cours de chantier. De même, pour l'évacuation des eaux usées depuis les échafaudages et plateforme.

**L'ensemble des consommations du chantier sera pris en charge par le Compte prorata.**

#### **1.13.7 Signalisation / Balisage**

Cf CCTP du lot 01.

#### **1.13.8 Voie de circulation pour lourde charge**

Capacité portante des protections :

- Pour la voie de circulation centrale : 16,5 T à l'essieu ou 500 kg/m<sup>2</sup>
- Pour la voie véhicule léger : 3,5 T à l'essieu ou 250 kg/m<sup>2</sup>

En cas de dégradation, suite au non-respect des capacités portantes et délimitation des protections, les reprise seront dû à l'entreprise responsable ou a défaut au compte prorata.

#### 1.13.9 Nettoyage de chantier / Environnement

L'entrepreneur du lot 01 devra assurer le nettoyage de la zone de cantonnement et des accès.

Chaque entrepreneur doit les nettoyages et les manutentions des gravats ou résidus résultant de l'exécution de ses ouvrages en démolition.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où les entrepreneurs auront été autorisés à circuler ou à déposer leurs matériaux, seront nettoyés immédiatement.

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols lors des livraisons et manutentions.

Les entrepreneurs devront exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'Œuvre soit par les services techniques de l'établissement.

**Ces nettoyages et manutentions seront impérativement compris dans le prix soumissionné.**

En cas de non-exécution, sans action dans les 2 jours ouvrés après le constat de la MOE, MOA ou OPC, un nettoyage sera assuré par une entreprise spécialisée et porté au compte de ou des entreprises défaillantes ou à défaut au titre du compte prorata.

#### 1.13.10 Nuisances de chantier

Les entreprises titulaires devront prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier.

Les entreprises titulaires resteront seules responsables de l'appréciation des difficultés des démolitions dont elles auront la charge, tant dans la nature des matériaux à démolir (maçonnerie, béton armé, etc...) que dans le respect du voisinage pour l'emploi du matériel approprié et la stabilité des ouvrages conservés ou avoisinants.

Il sera privilégié des moyens de démolition offrant le moins de nuisances sonores et vibrations possibles à l'établissement (sciage, forage, etc...). Les entreprises titulaires apprécieront également les contraintes d'interventions sur site par rapport à l'occupation des locaux situés au-dessus ou à côté de la zone des travaux de démolitions.

#### 1.14 ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS

Chaque entrepreneur est tenu d'établir les attachements écrits ou figurés ou photographiques, nécessaires pour la localisation et la justification des travaux exécutés, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire.

Les attachements seront cotés, datés et soumis au visa du Maître d'Œuvre.

Tous les échantillons et modèles, demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des dessins et calepins, devront être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Les CCTP prévoient pour certains matériels, un échantillon de référence, et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents.

Il est spécifié que l'appréciation d'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient au Maître d'œuvre et qu'en cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par le Maître d'œuvre pourront être groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté.

Ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toute nature, afférents aux épreuves et aux essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux.

D'autre part, il devra à la demande du Maître d'œuvre, réaliser certains prototypes sur place.

## 1.15 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'attention des concurrents est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres implique l'acceptation de ces délais.

Les observations et remarques éventuelles de l'entrepreneur à ce sujet devront figurer dans son mémoire justificatif.

Pendant la période de préparation, l'OPC dressera après consultation des entrepreneurs et sur la base du planning DCE, le calendrier d'exécution des travaux. Ce document est contractuel et sera une pièce constitutive du Marché.

Les entrepreneurs s'engagent donc à prendre toutes dispositions pour travailler pendant les périodes de congés avec des équipes complètes et pleinement efficaces.

## 1.16 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

### Constatation des quantités d'ouvrages exécutés :

La production d'attachements écrits, figurés et de dossiers photographiques est obligatoire pour tous les travaux, même lorsque les travaux sont traités à prix global et forfaitaire.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, et en complément du DOE dû dans les conditions du CCAG, ces attachements et plans des ouvrages exécutés seront remis au fur et à mesure des travaux et annexés aux mémoires définitifs partiels auxquels ils se rapportent.

### Le DOE :

Le DOE devra impérativement être composé des éléments suivants :

- **Un rapport de présentation**

- Une fiche récapitulative de l'opération, propre au marché en question ;
- Les constats d'état/état sanitaire ;
- Les descriptions précises des interventions réalisées, protocoles, méthodologies et modes opératoires déployés ;
- L'organisation de chantier mis en place par le titulaire du marché pour la réalisation de ses prestations ;
- Les délais et effectifs mobilisés.

- **Un rapport photographique documentant les travaux**

Il devra rendre compte de l'état avant, pendant et après restauration des ouvrages quelle que soit leur teneur et mettront en valeur de la méthodologie d'exécution de certains ouvrages.

- L'ensemble devra être mise en page et légendé ;

- Les photographies devront permettre à voir des vues générales mais également des détails ;
- Des plans de localisation, type vignettes, aideront à localiser les photographies si besoin.
- **Des attachements figurés et notes de calculs**
  - Une liste des attachements figurés et notes de calculs ;
  - Un plan de localisation des travaux sur un plan à échelle 5 mm par mètre minimum ;
  - Plans, coupes généraux et détails à l'échelle suivant la complexité des ouvrages ;
  - Ces plans comprendront des côtes de construction/remaniement, côtes d'altitude et points de référence indiqués sur plans et coupes compris détails ;
  - Ces plans devront correspondre à ce qui a été mis en œuvre et donc mis à jour, si besoin, par rapport aux plans d'EXE, si des modifications, validées au préalable par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, ont été apportées en cours de chantier.
- **Fiches techniques des matériaux et PV de chantier**
  - Ensemble des fiches techniques des produits et de leur mise en œuvre, accompagnées dans la mesure du possible, des fiches techniques des producteurs ;
  - Ensemble des PVs de chantier le cas échéant ;
  - Ensemble à associer à un listing, en introduction de ces fiches, et éventuellement, à un plan de localisation et/ou la référence des ouvrages concernés. (Mise en contexte de la fiche).
- **Divers**
  - Accessoirement, tous documents utiles à la connaissance de l'édifice et à la documentation des travaux réalisés.

Chaque partie sera séparée des autres par un intercalaire et l'ensemble du dossier sera doté d'une page de garde et d'un sommaire général.

L'entreprise devra fournir 1 dossier numérique + 5 exemplaires papiers de ce DOE.

## 1.17 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES

Chaque entrepreneur devra établir le relevé photographique des ouvrages qu'il réalise. Le dossier photographique doit comporter des vues de l'ouvrage ou des parties de l'ouvrage concerné avant travaux, des vues de différentes phases de chantier et des vues de l'ouvrage une fois les travaux achevés. Les photographies devront donner une vision exhaustive du chantier : vues d'ensemble, de détails et des ouvrages à reprendre.

Le dossier photographique doit être fourni en **quatre** exemplaires originaux et un CD. Les photographies devront être numérotées et présentées sous forme de tirages papier en couleur de format 9 x 13 cm (ou multiple). Chaque feuille doit porter l'identification de la commune et de l'édifice (ou partie de l'édifice) et une légende (titre, date de prise de vue, éventuellement une référence de cliché).

Un schéma de l'édifice figuré en marge de chaque feuille et une flèche de couleur situera l'élément photographié sur le schéma.

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de reproduire et de publier les clichés de ce dossier photographique sans qu'il y ait de rémunération complémentaire pour ce cliché.

## 1.18 PERCEMENTS - SCELLEMENTS - RACCORDS

Chaque entreprise aura à sa charge tous les percements, scellements, décalfeutrements, bouchements et raccords si nécessaires à la dépose, à la pose et à la fixation de ses ouvrages, sauf indication contraire au CCTP propre à chaque lot.

### 1.19 PERMIS DE FEU

Pour tout travail nécessitant du feu ou un appareil susceptible de causer des étincelles, l'entrepreneur concerné devra :

- prévoir à proximité, un ou plusieurs extincteurs adaptés à la nature de l'éventuel feu,
- faire émettre 48h avant le travail en point chaud un permis feu, soit par la personne compétente au sein de l'entreprise, soit par le personnel sécurité incendie du chantier.
- Permis feu à transmettre au Surveillant Sécurité incendie mandaté par le MOA.
- Arrêt des travaux feu 2 hr avant la fermeture du chantier ;

Il devra en outre informer le maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre de l'utilisation de ces appareils avant tout commencement d'exécution. Aucun de ces appareils ne devra être utilisé dans les deux dernières heures de présence sur le chantier.

### 1.20 REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB ET/OU DE L'AMIANTE

La réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb et à l'amiante est applicable en totalité.

Les mesures relatives à la protection des personnes intervenantes, protections individuelles, protection collectives, protocole d'intervention de non-contamination des installations de chantier, récupération des déchets et évacuations, suivant les recommandations de la CRAM et de l'inspection du travail sont incluses dans le prix de l'offre.

Toutes les mesures de protections seront prises en compte selon les prescriptions de la notice PGC établie par le coordonnateur SPS.

Les précautions à prendre, l'achat des équipements spéciaux, les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise sont à la charge des entreprises concernées et donc inclus dans le prix global soumissionné.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance de tous les éléments utiles auprès du Maître d'Œuvre et du Maître d'œuvre.

### 1.21 CHANTIER VOISIN

Le chantier voisin du CROUS (au nord du square des Bénédictins) par la direction générale académique de l'immobilier : chantier prévu entre fin 2025 et fin 2027.

Les entreprises devront prendre en compte l'interface avec le chantier voisin, notamment elles ne devront pas gêner l'accessibilité véhicules sur la rue du Dr Maret.

### 1.22 COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX

Tout entrepreneur doit prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et C.C.T.P. de l'ensemble du projet en vue d'organiser, en accord avec le Maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira en temps voulu, et selon les instructions qui lui sont données, les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes.

Pendant la période de préparation, un calendrier précis d'enchaînement des tâches sera établi en concertation avec toutes les entreprises.

Il sera soumis, avant tout début d'exécution, à l'approbation préalable du Maître d'œuvre et de l'OPC et modifié autant de fois que ce dernier le jugera utile.

L'entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par le Maître d'œuvre et l'OPC quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution



et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

### **1.23 RÉSERVATION – INCORPORATIONS – INSERTS – REBOUCHAGE**

Dans le cadre de la coordination, les entreprises définiront les réservations, incorporations, inserts à prévoir dans les ouvrages porteurs en béton, pierre, métalliques ou maçonnés, ouvrages de plâtrerie, neufs, réalisés dans le cadre du présent projet.

Le Lot 03 devra les réservations ci-dessus ainsi que le rebouchage de celles-ci après le passage des Lots Techniques ou Secondaires.

Les Lots Techniques devront communiquer leurs besoins en réservations lors de la coordination.

Toutes les réservations non demandées en temps utile, c'est-à-dire lors de l'approbation des plans d'exécution par le Maître d'œuvre, seront exécutées par l'entrepreneur du Lot n° 03 à la charge et aux frais du demandeur.

### **1.24 TROUS - PERCEMENTS – TRANCHEES – SAIGNÉES – REBOUCHAGE - SCELLEMENT**

Tous les trous, percements, tranchées, saignées réalisées dans les ouvrages existants et quel que soit leurs dimensions sont à la charge de l'entreprise ayant besoin de ceux-ci pour l'exécution de ses ouvrages, sauf indication contraire au CCTP propre à chaque lot.

Celle-ci a également à sa charge les rebouchements, calfeutrements, scellements consécutifs aux percements, tranchées, saignées désignées ci-avant.

Ces rebouchements, calfeutrements, scellements seront réalisés en matériau de même nature que le support. Les rebouchages assureront les mêmes caractéristiques que la paroi considérée tenue au feu, isolation acoustique, jeu de dilatation, etc ...

Ils devront être exécutés avec soin pour permettre des travaux de finition de qualité.

### **1.25 SONDAGES**

Tous les sondages demandés par le Maître d'œuvre ou nécessaires au relevé des ouvrages existants pour l'exécution des travaux et la réalisation des plans d'exécution, sont à la charge de l'entreprise concernée et les frais sont réputés inclus dans les prix du marché.

### **1.26 OBLIGATIONS**

L'entrepreneur contracte par obligation l'exécution intégrale des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement des travaux projetés, conformément aux règles de l'art de la restauration et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prix comprendront :

- Toutes les plus-values et sujétions résultant de la nature des travaux, de l'emplacement du chantier et l'utilisation des lieux.
- Toutes les indemnités de déplacement, panier, etc... versées aux ouvriers au titre des contrats collectifs.
- Les façons et pose à toute hauteur, y compris l'entretien des échafaudages mis en place.
- Le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- L'enlèvement de tous les détritiques et gravois.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au C.C.T.P. en ce qui concernent l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc...

## 1.27 NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES GRAVOIS

Chaque entrepreneur doit l'évacuation de ses gravois résultant de ses travaux de démolition jusqu'aux décharges publiques, comprenant :

- La mise en place et l'évacuation des bennes.
- La gestion des bennes de chantier.
- Les chargements et transports en camions, bennes, containers, les autres manutentions incluses dans les ouvrages.
- Les droits de décharges éventuels.
- Les nettoyages de voirie réglementaires.

Pour tout autre déchets, la gestion des déchets sera commune et gérée par le compte prorata. Chaque entreprise devant mettre ses déchets dans les bennes prévues à cet effet, de plus des bacs à déchets seront répartis sur le chantier sans limite de nombre.

### Dispositions particulières :

Il est rappelé qu'aucuns matériaux issus des démolitions ne doit être enlever hors du chantier avant d'avoir été soumis à l'examen de l'architecte qui se réserve la possibilité de conserver et faire entreposer les matériaux qu'il estime susceptibles de réemploi ou de conservation a titre documentaire.

- Les gravois seront enlevés au fur et à mesure de leur production, quotidiennement.
- Mise en place d'un tri sélectif réglementaire avec évacuation séparée, qui sera réalisé dans la zone de stockage :
  - . Des déchets inertes : maçonnerie, béton armé, etc...
  - . Des bois, huisseries, charpentes, menuiseries, etc...
  - . Des déchets plâtre (baccula des planchers et toitures), etc...
  - . Des déchets industriels,
  - . Des tuyauteries,
  - . Etc...

## 1.28 DECHETS SPECIAUX

### 1.28.1 Rappels de législation

Les déchets des travaux dit « Déchets spéciaux », et notamment les déchets contenant du plomb, devront être gérés, financièrement à sa charge, par chaque entreprise dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

### 1.28.2 Enlèvement des déchets

Sur le chantier, les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés. Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis-en vrac à côté des zones d'intervention ou dans les zones de stockage.

Le tri et l'évacuation des déchets se font sous la responsabilité de l'entreprise concernée, conformément à la législation en vigueur, et à ses frais.

### 1.28.3 Stockage des déchets

Le stockage doit se faire dans des sacs plastiques étanches ou dans des conteneurs réservés exclusivement à cet usage. Un étiquetage indiquant l'origine, le nom du maître d'ouvrage et la nature des déchets seront apposés sur les sacs ou conteneurs.

Dans la mesure du possible, les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure de leur production, et au minimum tous les soirs.

De manière générale, l'entreprise s'engage à :

- Collecter et trier, avec le plus grand soin, les déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité.
- Conditionner hermétiquement ces déchets.
- Entreposer provisoirement ces déchets dans des locaux inaccessibles au public, en vue de leur enlèvement quotidien.
- Prendre toutes les dispositions pour éviter la production de poussière et la dissémination de déchets entre les zones de chantier et les zones d'enlèvement.

Les lieux de dépôt seront choisis par l'entreprise en fonction du classement des déchets, comme indiqué au paragraphe suivant.

#### 1.28.4 Classification et types de traitement des déchets

Le traitement et le stockage des déchets contenant du plomb dépendent de la teneur en plomb lixiviable et de leur nature.

Dans tous les cas, pour un chantier comprenant des interventions sur des supports plombés, les déchets produits sont à classer dans la catégorie « **Déchets dangereux** » (D.D.) qui entre dans la famille des « **Déchets industriels spéciaux** » (D.I.S.).

En conséquence, les déchets doivent être triés et évacués vers les sites de traitement appropriés, dans les conditions suivantes :

##### -Déchets secs

Ce sont les déchets résultant de la préparation des fonds (en général par grattage) et ne contenant pas de plâtre. Ce sont principalement les écailles de peinture contenant du plomb. Ils doivent être stockés en sacs étanches ou «Big bag», puis évacués vers un centre de traitement approprié.

##### -Déchets contaminés

Ils comprennent : les chiffons de nettoyage, les bâches, les polyanes, les EPI (masques, gants, sur-bottes, vêtements jetables, etc...). Ces déchets doivent être stockés en sacs ou conteneurs étanches. Ils doivent être envoyés en CET de classe 1 ou tout autre centre apte à assurer leur incinération.

##### -Gravats et déchets de maçonnerie

Ils comprennent tous les déchets de petite démolition que l'on rencontre sur le chantier, principalement du plâtre. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié.

##### -Déchets mixtes

Les déchets doivent être traités comme tels. Ce sont en particulier ceux qui proviennent de l'enlèvement de peinture au plomb réalisé avec des solvants. Ils contiennent des éléments solides (peinture) et liquides (solvant).

##### -Déchets plombifères bois

Il s'agit principalement d'éléments de menuiserie (plinthes, fenêtres, portes, etc.) recouverts de peinture au plomb. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié.

##### -Déchets de métal

Les éléments non déstructurés métalliques revêtus de peinture au plomb seront ensachés (filmage sur palette, par exemple). Ces déchets doivent être envoyés en CET de classe 2, ou recyclés par une entreprise spécialisée. Ils seront stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb.

Pour les déchets secs, les gravats et déchets de maçonnerie, et les déchets plombifères bois, le choix du site de traitement approprié se fait en fonction du résultat du test de lixiviation réalisée, à la charge de chaque entreprise, par un laboratoire spécialisé. En fonction du résultat du test de lixiviation, les déchets seront envoyés en CET de classe 1, 2 ou 3 selon que :

- Lixiviat supérieur à 50mg/kg : les déchets seront acceptés dans des Centres d'enfouissement technique (C.E.T.) de classe 1.
- Lixiviat inférieur à 50 mg/kg : en C.E.T. de classe 2.
- Si ces déchets sont des matériaux stables (non contaminés), ils peuvent être envoyés en C.E.T. de classe 3 ou utilisés en remblais.

#### 1.28.5 Bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI)

Tous les déchets industriels spécifiques, dont les déchets dangereux, doivent être évacués par un transporteur agréé respectant la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté du 17/10/1977, vers une décharge agréée.

L'entreprise qui effectue l'évacuation devra prendre connaissance du plan départemental d'élimination des déchets du BTP auprès de la Direction départementale de l'Équipement (DDE) pour connaître les filières d'élimination et/ou de recyclage disponible dans le département ou dans les départements limitrophes.

Conformément à la loi, des bordereaux de suivi des déchets industriels (BSDI référencé CERFA 070320) et d'acceptation seront établis par l'entreprise. Ils seront joints en 4 exemplaires au DOE adressé au Maître d'œuvre.

Ces BSDI devront permettre notamment d'identifier :

- Le producteur de ces déchets, en l'occurrence le maître d'ouvrage.
- Le collecteur-transporteur et le destinataire.

#### 1.29 COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES

Un compte des dépenses communes de chantier est créé au titre de cette opération.

Les modalités de gestion et de règlement du compte des dépenses communes de chantier (dit compte prorata) seront fixées par une convention de gestion rédigée par l'entrepreneur du lot n°01, gestionnaire dudit compte et signée par l'ensemble des entreprises participantes.

Le comité de contrôle sera composé de trois entrepreneurs dont le gestionnaire.

Le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage ne seront pas parties prenantes de la convention, néanmoins ils pourraient donner un avis consultatif à titre amiable si un conflit devait survenir entre différentes entreprises.

#### **Les dépenses à inscrire au titre du compte des dépenses communes sont les suivantes :**

- Les bennes et/ou big-bags à gravois T.C.E. du chantier (hormis pour gravois issus des démolitions et les déchets pollués et dangereux qui seront à la charge des entreprises concernées).
- Réparations des dégradations si l'entrepreneur responsable ne peut pas être identifié.
- Protections complémentaires au cas où les protections installées ne soient pas efficaces.
- Nettoyages de chantier sur ordre du Maître d'œuvre, de l'OPC et de la MOA si le chantier ne se trouve pas dans un état de propreté satisfaisant. Y compris tonte et débroussaillage dans la zone de chantier
- Les frais d'abonnement et de consommations fluides du chantier (eau, électricité, téléphone et internet).
- La mise en place d'extincteur dans les parties communes et dans l'emprise du chantier compris entretiens,
- Pénalité suite à la découverte de mégots de cigarette sur le chantier, si le responsable n'a pas trouvé.

#### **Les dépenses qui ne sont pas au titre du compte des dépenses communes, sont les suivantes :**

- Les frais d'entretien quotidien des cantonnements base vie de chantier : prévus au Lot 01.
- Les frais de sécurité incendie de chantier 24h/24 heures et 7j/7jours : prévus au Lot 08

- Les frais de sureté : prévus au Lot 08
- Les frais d'entretien des équipements élévateurs de chantier : prévus aux Lots 01

### 1.30 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX

Les marques et références désignées dans le descriptif sont données à titre indicatif pour aider les entreprises dans leur chiffrage. Les entrepreneurs sont libres d'utiliser tout composant fonctionnellement et techniquement équivalent. Cependant la qualité, les caractéristiques et l'aspect doivent correspondre aux spécifications techniques.

Ils seront préalablement soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

En cas de litige entre le Maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériels indiqués devront être fournis.

### 1.31 RESPONSABLE D'EXÉCUTION

L'entrepreneur désigne dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'œuvre l'OPC et du Maître d'Ouvrage. Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux.

### 1.32 NOTE IMPORTANTE

Il est rappelé aux entreprises que les prescriptions et recommandations de l'ensemble des pièces du marché et en particulier le présent document devront être prises en compte dans la remise de leur offre.

Les prestations prévues en option feront l'objet d'une commande séparée de la part de l'affectataire (Paroisse Catholique Saint-Bénigne) et ne sera pas retenue par la Maîtrise d'Ouvrage (CRMH Bourgogne-Franche-Comté).

Lu et accepté,

L'entrepreneur

Lyon, Juillet 2025

Le Maître d'œuvre